



OPINION DES FRANÇAIS SUR L'ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE

- Synthèse de l'institut CSA -

N° 0901114

Août 2009

2, rue de Choiseul- CS 70215 – 75086 Paris cedex 02
CSA Politique-Opinion
Tél. (33)01 44 94 59 10 / 11- Fax. (33) 01 44 94 40 01
www.csa.eu

SA au capital de 1 571 600 € – RCS Paris B 308 293 430 00010 741 E
TVA intracommunautaire FR 46 308 293 430

Fiche technique du sondage

Sondage exclusif CSA/SNUIPP réalisé par téléphone les 19 et 20 août 2009 au domicile des personnes interrogées.

Echantillon national représentatif de 1011 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

(Tous les sondages publiés par CSA sont disponibles sur le site : <http://www.csa.eu>)

Les rappels et comparatifs sont issus des études suivantes :

- ✓ Août 2008 : Sondage exclusif CSA/SNUIPP réalisé par téléphone le 20 Août 2008. Echantillon national représentatif de 1008 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas.
- ✓ Août 2007 : Sondage exclusif CSA/SNUIPP réalisé par téléphone le 22 Août 2007. Echantillon national représentatif de 1004 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas.
- ✓ Octobre 2007 : Consultation exclusive CSA / SNUIPP réalisée en auto-administré durant les mois de septembre et octobre 2007. Echantillon de 1968 jeunes professeurs des écoles de moins de 5 ans d'ancienneté âgés de 18 ans et plus.
- ✓ Mai 2004 : Consultation exclusive CSA / SNUIPP réalisée en auto-administré durant le mois d'avril 2004. Echantillon de 2184 jeunes professeurs des écoles de moins de 5 ans d'ancienneté âgés de 18 ans et plus.
- ✓ Mai 2001 : Sondage SOFRES.

Si les Français ont toujours une bonne image du fonctionnement de l'école maternelle et élémentaire, ils continuent à avoir le sentiment que le métier d'enseignant est dévalorisé aux yeux de la société.

De façon globale, la politique gouvernementale dans le domaine semble dans l'ensemble peu lisible et peu soutenue par l'opinion publique. Pourtant, lorsqu'ils sont interrogés plus précisément sur des mesures, les Français en plébiscitent certaines et en particulier la modification des rythmes scolaires, et en désavouent d'autres comme la réduction du nombre d'enseignants.

Pour les années à venir, les priorités des Français restent tournées vers la baisse du nombre d'élèves par classe et le suivi individualisé des élèves en difficulté.

Enfin, les Français se montrent favorables à une scolarisation des enfants dès l'âge de 2/3 ans.

1) Le fonctionnement de l'école maternelle et de l'école primaire est toujours jugé positivement

L'opinion des Français sur le fonctionnement de l'école maternelle et primaire demeure très positive et ce plus encore pour l'école maternelle (78% des Français pensent qu'elle fonctionne bien, chiffre stable par rapport à 2008 et 71% pour l'école primaire, soit 6 points de plus qu'en 2008). Les parents d'élèves se montrent même plus satisfaits encore : 80% plébiscitent le fonctionnement de l'école maternelle et 77% celui de l'école primaire.

2) Le métier d'enseignant est toujours perçu comme dévalorisé dans la société

Si le fonctionnement de l'école a « bonne presse », le métier d'enseignant en maternelle et élémentaire apparaît toujours comme étant plutôt dévalorisé aux yeux de la société (59%, - 2 points par rapport à 2008). Les parents d'élèves partagent l'analyse de l'ensemble des Français sur ce point. Ce sentiment est surtout soutenu par les plus diplômés (71%).

3) Un déficit de visibilité de l'action gouvernementale en faveur de l'école maternelle et élémentaire

→ **Interrogés de façon globale** sur les mesures prises par le gouvernement pour l'école maternelle et élémentaire, **les Français font montre d'une certaine hésitation. La politique gouvernementale**, en cette rentrée, apparaît comme **moins lisible qu'en 2008 : elle est à la fois moins soutenue** (seuls 35% des Français jugent qu'elle va dans le bon sens, contre 40% en 2008 ; 36% jugeant qu'elle va dans le mauvais sens, contre 37% l'année précédente) **et moins connue** (29% ne se prononcent pas, contre 23% en 2008).

Le manque de visibilité est marqué également parmi les parents d'élèves : 20% ne se prononcent pas, contre 16% en 2008).

Les plus critiques sont les plus diplômés (41% des diplômés supérieur à bac plus 2 jugent que les mesures vont plutôt dans le mauvais sens), les sympathisants de gauche (52% dans le mauvais sens) et les parents d'élèves (41% dans le mauvais sens).

→ Si la politique gouvernementale en la matière ne suscite pas d'adhésion globale, **certaines mesures sont en revanche perçues positivement**. C'est en particulier le cas de **la modification des rythmes scolaires** avec la suppression des cours le samedi matin à l'école primaire. Cette mesure était déjà appréciée à la rentrée 2008 (50% des Français jugeant qu'elle allait dans le bon sens) ; après une année d'expérimentation l'adhésion est confirmée (57% d'opinion positive, soit 7 points de plus). Les parents d'élèves approuvent également cet aménagement (62%, contre 61% en 2008).

De la même façon, 67% des Français et en particulier 68% des parents d'élèves estiment que **la limitation des journées scolaires à 5h30 de classe et la répartition sur 4,5 jours serait une bonne chose**.

→ En revanche, les **Français sont plus circonspects quant à la réduction de l'échec scolaire**, même si la perception de l'action gouvernementale dans le domaine est un peu mieux perçue qu'il y a un an (43% dans le bon sens, contre 39% en 2008 et 45% dans le mauvais sens, contre 51% en 2008).

→ Enfin, ils estiment que **le gouvernement ne va pas dans le bon sens en ce qui concerne la valorisation du métier d'enseignant** (48% dans le mauvais sens, contre 54% en 2008 et 36% dans le bon sens contre 37% en 2008). En fait, la proportion de personnes interrogées ne se prononçant pas a augmenté (16%, contre 9%), marquant probablement le manque de visibilité croissant sur cette question.

→ **Enfin, la volonté du gouvernement de réduire le nombre d'enseignants à la rentrée est largement remise en cause par l'opinion et ce de plus en plus**. 79% estiment en effet que cela aura un effet négatif sur la réussite des élèves (soit une hausse de 11 points en une année), 14% considérant que cela n'aura pas d'effet (- 5 points par rapport à 2008) et 4% que cela aura un effet positif (- 5 points par rapport à 2008). Le taux de personnes anticipant un impact négatif monte même à 82% parmi les parents d'élèves (soit une hausse de 5 points par rapport à 2008).

4) Pour les Français, les priorités dans les années à venir sont la réduction du nombre d'élèves par classe et le suivi individualisé des élèves en difficulté

Les priorités de l'école restent, aux yeux des Français, la transmission de connaissances (63%, - 2 points par rapport à 2008), et l'épanouissement des enfants (44%, - 1 point), devant la formation de futurs citoyens (32%, + 4 points), la transmission du goût de l'effort (31%, - 4 points) et la contribution à la réduction des différences sociales (23%, + 3 points).

A noter que sur les trois enquêtes réalisées auprès des jeunes enseignants en janvier 2001, mai 2004 et octobre 2007, ceux-ci avaient systématiquement privilégié l'épanouissement des élèves sur la transmission des connaissances.

Dans les années à venir, les Français affirment leur volonté toujours plus marquée de voir baisser le nombre d'élèves par classe (59%, + 5 points par rapport à 2008) et d'assurer un suivi individualisé des

élèves en difficulté (57%, + 7 points). Ces axes sont encore davantage appréciés par les parents d'élèves (64% pour la baisse du nombre d'élèves par classe et 60% pour le suivi individualisé). Ces axes sont cités devant « développer le travail en petits groupes d'élèves » 44% (+ 8 points), « mettre en place des dispositifs d'accompagnement des élèves (après l'école ou en dehors du temps scolaire » 29% (- 2 points), « doter les écoles de plus de maîtres que de classes » 23% (- 2 points), « favoriser le travail en équipe des enseignants » 19% (- 2 points), « innover sur le plan pédagogique » 19% (=) et « baisser le temps d'enseignement des maîtres » seulement 3% (=).

5) Les Français favorables à une meilleure définition du rôle des municipalités dans l'équipement des écoles maternelles et élémentaires

Enfin, 63% (-2 points) des Français pensent que l'Education Nationale devrait dresser pour les municipalités (qui assurent une partie des dépenses de fournitures scolaires et d'équipement des écoles maternelles et élémentaires) un cahier des charges définissant l'équipement minimal dont devrait disposer chaque école.

6) Les Français favorables à la scolarisation des enfants de deux à trois ans

Les Français semblent plutôt favorables (55%) à la scolarisation des enfants dès cet âge « car cela permet de socialiser l'enfant plus tôt et de développer ses aptitudes à l'apprentissage », à l'inverse 42% pensent que c'est plutôt une mauvaise chose « car cela est surtout utilisé pour faire garder les enfants et cela ne correspond pas au rôle de l'école ».

59% des parents d'élèves y sont favorables et en particulier les parents d'enfants en maternelle (67%).